

réformes du Fonds monétaire international a été approuvé l'année dernière à la Jamaïque et leur application est en passe d'être réalisée. La poursuite des consultations sur l'énergie entre pays industrialisés, pays en développement et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) devrait approfondir notre entente sur une façon de collaborer qui soit avantageuse pour toutes les parties.

Tout récemment, la Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.) a convenu de mesures positives pour favoriser le développement économique, soit: un programme spécial d'action destiné à aider les pays en développement les plus pauvres; — l'avalisation d'une réserve d'urgence de céréales; et un accord sur l'opportunité d'un fonds commun propre à stabiliser le prix des matières premières. Dans chaque cas, il s'agit de mesures précises prises dans la bonne direction. Je pourrais aussi mentionner l'apport du Canada à ce programme spécial d'action, c'est-à-dire notre radiation des prêts d'aide au développement aux pays les moins développés, ce qui couvre des prêts de plus de 160 millions accordés aux pays du Commonwealth situés en Asie et en Afrique.

En ce moment, les ministres des Finances des pays membres du Commonwealth sont en réunion à la Barbade où il examinent un certain nombre d'aspects financiers cruciaux de la sécurité économique. Le rapport du Groupe d'experts du Commonwealth intitulé *Vers un nouvel ordre économique international* a été reçu par les chefs de gouvernement réunis à Londres, comme une importante contribution à la compréhension des questions Nord-Sud. Les ministres des Finances cherchent maintenant la meilleure façon d'y donner suite. Les rencontres ordinaires des ministres des Finances des pays du Commonwealth sont une bonne occasion d'échanger des vues en toute franchise et en toute liberté sur plusieurs aspects du dialogue Nord-Sud.

La semaine prochaine, dans le cadre plus large des Nations Unies, j'exposerai mes idées et mes inquiétudes quant à l'efficacité du système de l'ONU et, notamment, quant à l'avenir du dialogue Nord-Sud après la C.C.E.I. Il faut maintenant procéder à la mise en oeuvre rapide et totale des accords de la C.C.E.I. sur l'aide au développement, sur les mesures spéciales, sur un fonds commun, sur la conservation de l'énergie et la diversification de ses sources. Dans les secteurs de l'endettement des pays en développement et du pouvoir d'achat des matières premières et des ressources énergétiques, où des désaccords ont été enregistrés à la C.C.E.I., on devra redoubler d'efforts dans les mois qui viennent si l'on tient à réaliser une identité de vues sur la manière de les aborder.

De toute évidence, nous n'en sommes qu'au prélude d'un long processus. Il s'en trouvera pour dénoncer la lenteur et la timidité des réalisations et pour prôner des transformations radicales de l'organisation du commerce international et du système monétaire ainsi que davantage de transferts de ressources. Allons rapidement mais sûrement. Il nous est impossible de renforcer l'économie mondiale si nos propres économies ne sont pas saines. Pour pouvoir aider l'étranger, il faut lutter dans nos propres pays contre l'inflation, le chômage et la pénurie des ressources.

Il faut se garder des exigences excessives des pays en développement tout comme des